

DAVID Carine
Née le 7 mai 1973 à Lyon
Mariée, 3 enfants
cdavid.juris@gmail.com ;
carine.david@univ-amu.fr
Professeure des universités
Membre Senior de l'Institut Universitaire de France
Aix-Marseille Université
Institut Louis Favoreu (GERJC) – UMR DICE (n° 7318)



DIPLOMES

- 2014 **Habilitation à diriger des recherches**, Université de Limoges, sous la direction du Prof. Michel Prieur. Sujet : *Environnement institutionnel et institutions de l'environnement en Nouvelle-Calédonie et en droit comparé.*
- 2005 **Doctorat** en droit public à l'université Paris 1, Sujet de la thèse : *La loi du pays calédonienne, témoin de la mutation de l'Etat unitaire français*, sous la direction de M. Jean Gicquel, Professeur à l'Université Paris 1 et M. Guy Agniel[†], Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Thèse récompensée par le prix spécial du jury du GRALE, le 23 novembre 2006.

CARRIERE

- 2023 **Membre Senior de l'Institut Universitaire de France (2023-2028)**, Chaire fondamentale. Sujet: *Droit au BONheur des populations OUtre-Mer (BONHOM)*
- 2023 **Professeure des Universités en droit public, Aix Marseille Université**, Institut Louis Favoreu (GERJC), UMR DICE
- 2018 **Professeure des Universités en droit public, Université des Antilles (Pôle Martinique)**, Laboratoire Caribéen de Sciences Sociales (LC2S).
- 2008 **Maitre de conférences en droit public, Université de la Nouvelle-Calédonie**, Laboratoire de Recherche Juridique (LARJE)

I- PUBLICATIONS : OUVRAGES, ARTICLES, COMMUNICATIONS PUBLIEES

◆ **Ouvrage individuel**

- *Le droit des outre-mers*, ouvrage en *open access*, en cours de rédaction, diffusion prévue en 2025.
- « Essai sur la loi du pays calédonienne – La dualité de la source législative dans l’Etat unitaire », éd. L’Harmattan, Coll. GRALE/CNRS, 656 pages, 2009.

◆ **Direction d’ouvrage collectif ou de dossier/numéro spécial de revue**

✓ *Direction d’ouvrage collectif ou de dossier/numéro spécial de revue*

- *Small but sovereign, islandian sovereignty as a palliative solution for small islands territories*, sous la direction de C. David, G. Prinsen, S. Blaise & L. Brinklow, Routledge, Coll. “*Small States Studies*“, en cours de rédaction, 2025.
- *Le droit de l’environnement ultramarin :entre dynamiques novatrices et inhibitions normatives*, ouvrage collectif, sous la direction de C. David et V. David, IRD éditions, en cours de rédaction, à paraître, 2025.
- « Politiques et institutions dans la résilience des petites économies insulaires face aux chocs. Présentation », S. Blaise, C. David, V. Géronimi, M. Goujon (dir.), *Mondes en Développement*, 2023/4 (n° 204), 192 p.
- « 75 ans de départementalisation outre-mer. Bilan et perspectives – De l’assimilation à la différenciation », J. Daniel, C. David (dir.), éd. L’Harmattan, Coll. GRALE, 2021, 570 pages.
- « L’Océanie dans tous ses États - Mélanges en la mémoire de Guy Agniel », C. David (dir.), Editions de la RJPENC, 2020, 330 pages. <https://rjpenc.nc/fr/telecharger>
- « Le jour d’après – Quel droit, quelles institutions après l’accord de Nouméa ? », C. David (dir.), Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie, n° 30/2017, p. 74-126.
- « Quinze ans de lois du pays en Nouvelle-Calédonie – Sur les chemins de la maturité », C. David (dir.), éd. PUAM, coll. Droit d’outre-mer, 2017, 330 pages.
- « Axe II. Capacités de gouvernance : règles, responsabilités, acteurs (étatiques et non étatiques) », », in *Les ressources minérales profondes en Polynésie française*, Expertise collégiale IRD, éd. Expertises collégiales IRD, 2016, p. 516-624. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010067046>

✓ *Direction d’ouvrages issus de colloques*

- « Le développement durable en Océanie – Vers une éthique nouvelle ? », S. Blaise, V. David et C. David (dir.), éd. PUAM/PUP, 2015, 604 pages.
- « L’intégration de la coutume dans l’élaboration de la norme environnementale – Eléments d’ici et d’ailleurs », éd. Bruylant, C. David et N. Meyer (dir.), 2012, 510 p.

- « Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie – Etat des lieux et perspectives », C. David, N. Meyer (dir.), *Revue Juridique de l'Environnement*, 2007, n° spécial, 230 pages. https://www.persee.fr/issue/rjenv_0397-0299_2007_hos_32_1

◆ Articles et chapitres d'ouvrage

- « La coutume autochtone par le prisme du juge dans le Pacifique insulaire - Un pluralisme juridique en quête d'équilibre », in *Peuples autochtones, Droit et Justice*, Z. Brémond (dir.), éd. IFJD-Institut Louis Joinet, à paraître, 2024.
- « Le paysage, vecteur d'un droit au bonheur : le bonheur est dans le jardin », in *Droit des paysages*, E. Naim Gesbert (dir.), éd. Mare et Martin, à paraître, 2024.
- C. David, Les systèmes juridictionnels de protection des valeurs coutumières dans le Pacifique insulaire, in E.-P. Guiselin et de M. Joyau (dir.), *Valeurs du Pacifique Sud - Entre Pacific Way et modèle occidental*, éd. Mare et Martin, à paraître, 2024.
- C. David, « Le nouveau statut constitutionnel de la Nouvelle-Calédonie : Enjeux calédoniens et perspectives pour les Outre-mers ? », in *Pour un nouveau droit des outre-mers du XXIème siècle*, T. M'Saïdié, J. Ziller et D. Dormoy (dir.), éd. Bruylant, à paraître, 2024.
- C. David, V. David, « Les sargasses : d'objet juridique non identifié à catalyseur de droits », *Revue Juridique de l'Environnement*, n°4/2023.
- C. David, « Le droit des peuples autochtones au Costa Rica, l'envers de la carte postale », in *Les régimes des autochtones et populations locales des outre-mers français. Droit et politiques comparés*, F. Faberon (dir.), éd. Recherche sur la Cohésion Sociale, 2023.
- S. Blaise, C. David, G. Prinsen, « Pour un réexamen des concepts de « décolonisation, indépendance et souveraineté » au prisme de l'expérience néocalédonienne », *Journal de la Société des Océanistes*, n° 155, 2022-2, p. 327-344.
- C. David, « Le cadre juridique du suivi des milieux et les enjeux miniers en Nouvelle-Calédonie », in G. Lasne, et al.. *Guide pour le suivi de la qualité du milieu marin en Nouvelle-Calédonie*. CNRT Nickel et son environnement. 289 pages, 2022. <https://doi.org/10.34928/9722-vb95>
- C. David, « La consultation du 12 décembre 2021 : 'si y'a pas toi, peut-il y avoir moi ?' - Chronique d'un référendum d'autodétermination sans le peuple premier », *Revue Politéia*, n° 40, 2022, p. 15-30.
- C. David, « Droit à l'environnement, droit au bien-être, droit au bonheur : l'émergence de droits-résilience », in I. Michallet (dir), *Bien-être et normes environnementales*, éditions Mare & Martin, 2022, p. 147-159.
- C. David, « Droit à l'environnement et droit au bonheur, une dépendance inéluctable », in J. Fougereuse, F. Lemaire (dir), *Bonheur et Bien-être dans le droit des Etats*, éditions Mare & Martin, 2022, p. 215-227.
- C. David, M. Tirard, « La Nouvelle-Calédonie après le troisième référendum d'autodétermination du 12 décembre 2021 : 40 ans pour rien ? », *Revue des Droits de l'Homme*, avril 2022. <https://journals.openedition.org/revdh/14593>

- C. David, « L'appel de la toutoute », in J. Daniel, C. David, (dir.), *Les 75 ans de la départementalisation outremer. Bilan et perspectives – De l'assimilation à la différenciation*, éd. L'Harmattan, GRALE, 2021, p. 425-445.
- C. David, V. David, « L'émancipation contrariée du droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. L'accès à la nature et les aires naturelles protégées dans le Code de l'environnement de la province des Îles Loyauté », *Revue Juridique de l'Environnement*, n° 2021/2, vol. 46, p. 265-282.
- C. David, « Autonomie », in M. Maisonneuve, G. Giraudeau (dir.), *Dictionnaire de l'Outremer*, éd. Lexis Nexis, 2021, p. 37-40.
- C. David, « Outremer américain », in M. Maisonneuve, G. Giraudeau (dir.), *Dictionnaire de l'Outremer*, éd. Lexis Nexis, 2021, p. 383-387.
- C. David, « Outremer danois », in M. Maisonneuve, G. Giraudeau (dir.), *Dictionnaire de l'Outremer*, éd. Lexis Nexis, 2021, p. 395-399.
- C. David, V. David, « New Caledonia », in A. Angelo, J. Corrin (dir.), *Legal Systems of the Pacific, Introducing Sixteen Gems*, éd. Intertec, 2021, p. 141-163.
- C. David, « L'hypothèse d'un Etat associé calédonien : sortir du dogmatisme pour trouver une solution pérenne pour la Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 36, 2020/2, p. 129-135.
- C. David, « French Overseas Territories : Constitutional Statuses and Issues », in *Constitutionalism and Pluralism in Overseas France, International Association of Constitutional Law (IACL-AIDC) Blog*, <https://blog-iacl-aide.org/constitutionalism-and-pluralism-in-overseas-france/2020/11/10/zlemu8zm2zu7beuijw4t99iki6qt1>
- C. David, « Le fédéralisme micronésien », in F. Faberon, J.-Y. Faberon, *Les fédéralismes*, éd. Recherche sur la cohésion sociale, 2020, 25 p.
- C. David, « Des concepts de « Pays d'Outre-Mer Associé (POMA) » et de délégation de souveraineté », in C. David (dir.), *L'Océanie dans tous ses États - Mélanges en la mémoire de Guy Agniel*, Editions de la RJPENC, 2020, p. 107-126. <https://rjpec.nc/fr/telecharger>
- C. David, « Je rêvais d'un autre monde », *Revue Juridique du Bonheur*, n°2_2020. https://www.oib-france.com/n-2_2020/
- C. David, « The road to sovereignty for New Caledonia? Analysis of the November 2018 consultation on self-determination », *Small States and Territories Journal*, Vol. 2, n° 2, 2019, p. 141-156. <https://www.um.edu.mt/library/oar/handle/123456789/49767>
- C. David, « Souriez, il existe désormais une revue juridique du bonheur ! », *Revue Juridique du Bonheur*, n° 1/2019, p. 7-11 (version française) et p. 13-17 (english version). https://www.oib-france.com/la-revue-juridique-du-bonheur/n-1_2019/
- C. David, « Le référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018 en Nouvelle-Calédonie : les effets ambivalents d'un résultat (in)attendu », *Revue Politeia*, n° 34/2018, p. 3-25.
- C. David, « Les modalités d'organisation du référendum d'autodétermination calédonien », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 31/2018, p. 145- 151.

- C. David, V. David, « Management regimes in New Caledonia », in C. Sheppard (dir.), *World Seas: an environmental evaluation*, éd. Marine Pollution Bulletin, 2018.
- C. David, « République », in P. Brown, J.-Y. Faberon (Dir.), *101 mots pour comprendre l'Australie*, éd. CDP, 2018, p. 178-179.
- C. David, « Citoyenneté », in P. Brown, J.-Y. Faberon (Dir.), *101 mots pour comprendre l'Australie*, éd. CDP, 2018, p. 180-181.
- C. David, « Partis politiques », in P. Brown, J.-Y. Faberon (Dir.), *101 mots pour comprendre l'Australie*, éd. CDP, 2018, p. 188-189.
- C. David, « Générations volées », in P. Brown, J.-Y. Faberon (Dir.), *101 mots pour comprendre l'Australie*, éd. CDP, 2018, p. 22-23.
- C. David, « Commonwealth », in P. Brown, J.-Y. Faberon (Dir.), *101 mots pour comprendre l'Australie*, éd. CDP, 2018, p. 222-223.
- C. David, « Immigration », in P. Brown, J.-Y. Faberon (Dir.), *101 mots pour comprendre l'Australie*, éd. CDP, 2018, p. 182-183.
- C. David, « Repenser les institutions calédoniennes par le prisme du modèle de la démocratie consensuelle », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 30/2017, pp. 114-119.
- C. David, « Domanialité publique maritime et usages coutumiers en Nouvelle-Calédonie », in J.-L. Pissaloux et A. Rainaud (dir.), *Les 30 ans de la loi littoral*, Ed. L'Harmattan, Coll. GRALE, 2017, pp. 297-312.
- C. David, « Les transitions politiques en Mélanésie, éléments de réflexion pour la préparation du « jour d'après » en Nouvelle-Calédonie », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 110, 2017/2, pp. 367-386.
- C. David, « Constitutional design: Special autonomy and other measures – The case of New Caledonia », in *Constitution-building in states with territorially based societal conflict*, Actes du Forum sur Constitution Building in Asia and the Pacific des 18 et 19 août 2016, Melbourne (Australie), éd. International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA), 2017.
- C. David, « De quelques aspects juridiques de l'exploitation minière sous-marine en Polynésie française », in S. Al Wardi et J.-M. Reignaut (dir.), « Océanie convoitée », éd. 'Api Tahiti, 2017.
- C. David, « L'incomplétude du contrôle de la loi du pays », in C. David (Dir.), *15 ans de lois du pays – Sur les chemins de la maturité*, éd. PUAM, Coll. Droit d'outre-Mer, 2016, p. 97-108.
- C. David, « De Matignon à la consultation sur l'indépendance – Une trajectoire politique et institutionnelle originale », in S. Bouard et al. (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à son destin, Quel bilan à la veille de la consultation sur la pleine souveraineté ?*, éd. Karthala, Paris, 2016, p. 23-67. Co-écrit avec J.-M. Sourisseau, S. Gorohouna et P.-Y. Le Meur.
- C. David, A. Troianiello, « Contraintes et référentiels juridiques de l'exploitation minière sous-marine en Polynésie française », in *Les ressources minérales profondes en Polynésie française*, Expertise collégiale IRD, éd. Expertises collégiales IRD, 2016, p. 236-261. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010067046>

- A. Troianiello, C. David, « La répartition des compétences entre l'Etat et la Polynésie française s'agissant des ressources minérales marines profondes : un besoin de clarification », in *Les ressources minérales profondes en Polynésie française*, Expertise collégiale IRD, éd. Expertises collégiales IRD, 2016, p. 227-235. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010067046>
- A. Troianiello, C. David, « Les évolutions du droit national et polynésien envisageables en matière d'autorisation et d'exploitation des ressources minérales marines profondes », in *Les ressources minérales profondes en Polynésie française*, Expertise collégiale IRD, éd. Expertises collégiales IRD, 2016, p. 262-274. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010067046>
- P.-Y. Le Meur, T. Bambridge, C. David, « Organisation de la participation des groupes d'acteurs impliqués ou à impliquer », *Les ressources minérales profondes en Polynésie française*, Expertise collégiale IRD, éd. Expertises collégiales IRD, 2016, p. 275-295. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010067046>
- T. Bambridge, C. David, P.-Y. Le Meur, « Dispositifs d'administration et de gouvernance existants ou nécessaires », *Les ressources minérales profondes en Polynésie française*, Expertise collégiale IRD, éd. Expertises collégiales IRD, 2016, p. 318-334. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010067046>
- C. David, « Démocratie et Constitution aux Iles Salomon : à la recherche d'une Constitution de conception salomonaise », in F. Faberon (Dir.), « *Diversité de la démocratie. Théorie et comparatisme : les pays de la Mélanésie* », éd. Centre Michel de l'Hospital, 2016, p. 199-216.
- C. David, « La fixation des « conditions et limites » du droit de participation en matière environnementale en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique de l'Environnement*, 2015/4, pp. 617-632.
- C. David, « Les théories consociative et incitative au secours du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 25/2015, pp. 7-13.
- C. David, « Commentaire de la décision n° 2014-392 QPC du 25 avril 2014 », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 101, 2015/1, pp. 181-185.
- C. David, « Réflexions sur le rôle du juge dans la définition d'une éthique nouvelle du développement durable dans le cadre océanien », in S. Blaise, V. David et C. David (dir.), *Le développement durable en Océanie – Vers une éthique nouvelle ?*, éd. PUAM/PUP, Coll. Développement Durable, 2015, pp. 185-196.
- C. David, « Sources et partage de compétences en droit du patrimoine naturel et culturel », in G. Nicolas et C. Castets Renard (dir.), *Patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie – Aspects juridiques*, éd. L'Harmattan, 2015, pp.79-96.
- C. David, Chroniques de Jurisprudence Administrative en Nouvelle-Calédonie, *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 22 à 25 (2013 à 2015).
- C. David, V. David, « La compétence de droit commun des provinces - Analyse au travers du prisme de la compétence environnementale », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 24/2014, pp. 106-116.

- C. David, « La mise en place du Gouvernement « Ligeard » », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 24/2014, pp. 100-105.
- C. David, « Lois du pays et question prioritaire de constitutionnalité : Vers une progression de l'état de droit en Nouvelle-Calédonie », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 98, 2014/2, pp. 317-344.
- C. David, « La prise en compte de la diversité culturelle lors des transitions constitutionnelles : analyse à partir du cas des États du Pacifique insulaire », Colloque de l'Association Française des constitutionnalistes, Lyon, 26 juin 2014. Téléchargeable sur le site de l'AFDC.
- C. David, « Commentaire de la décision n° 2013-308 QPC du 26 avril 2013 - Le difficile positionnement du Conseil constitutionnel par rapport à la loi du pays : entre assimilation et reconnaissance des spécificités », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 95, 2013/3, pp. 977-982.
- C. David, « Protection du corps humain et préservation de la nature », in G. Nicolas (dir.), *Corps et patrimoine*, éd. Les Etudes Hospitalières, Les cahiers de droit de la santé, n° 18, 2013, pp. 527-554.
- C. David, « Le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie : une institution en mutation ? », in M. Tabani (dir.), *Cultures, sociétés et environnement à Vanuatu et dans le Pacifique*, éd. VKS/Pacific Dialogues, 2013, pp. 175-193.
- M. Léopold, J.-M. Sourisseau, N. Cornuet, C. David, et al., « La gestion d'un lagon en mutation : acteurs, enjeux et recherche-action en Nouvelle-Calédonie (Pacifique Sud) », *Vertigo*, Vol. 13, N° 1, avr. 2013. <http://journals.openedition.org/vertigo/13297>
- C. David, « Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 2013-4866 AN du 24 mai 2013 », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 20/2013.
- C. David, « L'assimilation du régime des lois du pays à celui des lois nationales dans le cadre de la QPC », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 2012/4, pp. 863-866.
- C. David, « Le rôle du juge constitutionnel dans la détermination de la portée du droit à l'environnement - Approche comparée », in *Changements environnementaux globaux et Droits de l'Homme*, éd. Bruylant, 2012, pp. 271-288.
- C. David, Recension de l'ouvrage de Jean-Yves FABERON, « Des institutions pour un pays – La Nouvelle-Calédonie en devenir », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 19, 2012, p. 135.
- C. David, « L'initiative marocaine pour le Sahara Occidental vue par le prisme du statut d'autonomie de la Nouvelle-Calédonie », in *La Gouvernance dans les statuts d'autonomie : institutions et mécanismes*, éd. du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, 2012, pp. 17-34.
- C. David, « Réflexions sur l'intégration de la coutume autochtone dans l'élaboration de la norme à partir du cas de la Nouvelle-Calédonie », in N. Meyer et C. David (dir.), *L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale – Eléments d'ici et d'ailleurs*, éd. Bruylant, 2012, pp. 197-214.

- C. David, « Le recensement ethnique comme outil de politique publique » : in J.-Y. Faberon, J.-M. Regnault et V. Fayaud (dir.), *Destins des collectivités politiques d'Océanie*, éd. PUAM, coll. Droit d'outre-mer, 2011, p.675-685.
- C. David, « Quel bicamérisme pour la Nouvelle-Calédonie ? », *Revue Politèia*, n° 20, 2011, pp. 175-186.
- C. David, « La loi du pays calédonienne - Eléments juridiques et politiques », in M. Debene et J.-P. Pastorel (dir.), *La "loi du pays" en Polynésie française*, éd. L'Harmattan, coll. Portes Océanes, 2011, pp. 21-38.
- C. David, G. Zambrano et al., « Formalisation juridique des usages sur la zone lagonaire en Nouvelle-Calédonie », 2011, http://cogeron.ird.nc/files/1313/4369/2344/Synthese_juridique_finale_David_mai2011.pdf
- C. David, P. Clarke, « New provincial environmental legislation in New Caledonia: continuity and reform in environmental governance in a French pacific territory », *Asia Pacific Journal of Environmental Law*, n° 13, 2011, pp. 135-145.
- B. Beliaeff, G. Bouvet, J.-M. Fernandez, C. David, T. Laugier. Guide pour le suivi de la qualité du milieu marin en Nouvelle-Calédonie. CNRT Nickel et son environnement. 169 p., 2011.
- C. David, « La question prioritaire de constitutionnalité à l'égard des dispositions d'une loi du pays de Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, n° 15, 2010/1, p. 65-69.
- C. David, « La nécessaire évolution des concepts juridiques pour une protection réaliste de la biodiversité en Nouvelle-Calédonie », *Ethnopharmacologia*, n° 46, 2010, pp. 26-30.
- C. David, « L'expérience calédonienne de répartition des compétences, voie à suivre ou modèle spécifique ? », in J.-F. Brisson (dir.), *Les transferts de compétences de l'Etat aux collectivités locales*, éd. L'Harmattan, 2009.
- C. David, S. Menu, G. Zambrano, «Étude sur les structures juridiques adaptées aux comités locaux de gestion émergents dans le cadre des dossiers UNESCO et COGERON », 2009, http://cogeron.ird.nc/files/3413/4369/2345/Rapport_IFRECOR_Menu_2009.pdf
- M. Léopold, N. Cornuet, Z. Moenteapo, P.-Y. Le Meur, N. Guillemot, J.-M. Sourisseau, A. Bonmarchand, C. David, B. Beliaeff, *Projet COGERON 2008–2010; Organiser la Cogestion des Récifs et lagons à forte valeur patrimoniale en Nouvelle-Calédonie; Quel avenir pour la pêche dans le lagon de Vook - Koohné - Pwëëbuu ?*, 2009, http://cogeron.ird.nc/files/8713/4370/7601/COGERON_livret_public_nov2009.pdf
- C. David, « Pour une approche renouvelée du droit français de la domanialité publique », *Les Petites Affiches*, 2007, n° 165, pp. 3-14.
- C. David, « Le partage de la compétence environnementale en Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique de l'Environnement*, Numéro spécial, 2007, pp. 33-43.
- C. David, « Le pouvoir réglementaire d'organisation du service : une jurisprudence toujours en mouvement », *Droit administratif*, février 2006, pp. 11-17.

- C. David, « Conditions de l'obtention ou du maintien de la qualité de citoyen de la Nouvelle-Calédonie », *AJDA*, n° 36/2005, p. 2014-2016.
- C. David, « La loi du pays sur le régime unifié d'assurance maladie-maternité de Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique Politique et Economique de Nouvelle-Calédonie*, n° 2003/1.
- C. David, « Congrès de la Nouvelle-Calédonie », », in J.-Y. Faberon (Dir.), *101 mots pour comprendre les institutions de la Nouvelle-Calédonie*, Ed. Ile de lumière, 2001.
- C. David, « Président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie », in J.-Y. Faberon (Dir.), *101 mots pour comprendre les institutions de la Nouvelle-Calédonie*, Ed. Ile de lumière, 2001.

II - COMMUNICATIONS ORALES NON PUBLIEES

- C. David, *De pays intégré à Etat associé. A la recherche du consensus en Nouvelle-Calédonie*, Séminaire du Centre de Recherche et de Documentation sur l'Océanie (CREDO), Aix-Marseille Université, Maison Asie Pacifique, 1er décembre 2023, Marseille.
- C. David, *Quelle normativité pour le bonheur ?*, Séminaire de l'équipe de recherche de l'axe 1 « Nouvelles Configurations Normatives » de l'UMR DICE 7318, Aix-Marseille Université, 21 novembre 2023, Aix-en-Provence.
- C. David, Table Ronde « *Parler pour la nature – Interprétation, représentation, traduction* », Université Paris 1, IRJS, 15 septembre 2023, Paris.
- C. David, *Vers une CTM 2.0*, Les rencontres de la FDE, Université des Antilles, 25 avril 2023, Schoelcher, Martinique.
- C. David, J. Daniel, *L'outre-mer à la croisée des chemins*, Conférence des Archives territoriales, 21 mars 2023, Fort-de-France, Martinique.
- C. David, *L'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie : Enjeux locaux et perspectives pour les Outre-mers*, Séminaire de l'association UMASSAS, Université Paris 2, 15 février 2023, Paris.
- C. David, *La nécessité d'une réforme constitutionnelle du droit de l'outre-mer*, Séminaire Classe Jeunes Talents, Université de la Réunion, 31 octobre 2022, Saint-Denis.
- C. David, *Les perspectives institutionnelles de la Nouvelle-Calédonie*, in Z. Brémond (dir), *Le référendum du 12 décembre 2021 en Nouvelle-Calédonie : De la levée de « l'hypothèque » référendaire à la sortie de l'Accord de Nouméa*, Université du Havre, 16 décembre 2021, visioconférence.
- C. David, *Le référendum du 12 décembre 2021 en Nouvelle-Calédonie, Enjeux politiques et institutionnels*, in M. Tirard (dir), *L'avenir institutionnel et financier de la Nouvelle-Calédonie avant le 3e référendum sur l'indépendance du 12 décembre 2021*, Centre de recherches sur le droit public (CRDP), Université de Paris-Nanterre, 1er décembre 2021, Nanterre.

- C. David, *La participation des territoires non-étatiques aux organisations régionales dans le Pacifique, Entre identités française, européenne, océanienne et subrégionales*, in Regards croisés sur les intégrations régionales, Séminaire RIGODEV (LC2S), Université des Antilles, 28 octobre 2021, Schoelcher, Martinique.
- C. David, S. Blaise, *La perception de la souveraineté en milieu insulaire*, Séminaire « POLitiques et Institutions dans la Résilience des petites économies insulaires face au COVID, Université Paris-Saclay, 17 février 2021, visioconférence.
- C. David, *La gestion institutionnelle de la crise sanitaire outremer : entre assimilation et différenciation*, Séminaire « POLitiques et Institutions dans la Résilience des petites économies insulaires face au COVID », Université Paris-Saclay, 18 décembre 2020, visioconférence.
- C. David, « Le référendum du 4 octobre 2020 en Nouvelle-Calédonie. Quelles implications ? Quelles leçons pour la Nouvelle-Calédonie en particulier et l'outremer en général ? », Séminaire RIGODEV (LC2S), Université des Antilles, 20 octobre 2020, Schoelcher, Martinique.
- C. David, *Conférence introductive : L'obsolescence du droit constitutionnel de l'outremer français*, Webconférence des collectivités à statut spécifique, Collectivité Territoriale de Martinique, 28 septembre 2020, Schoelcher, Martinique.
- C. David, *La mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire aux Antilles : l'exemple de la compétence scolaire*, La mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire sur le territoire de la République : quel bilan et quelles perspectives dans l'hexagone et en outre-mer ?, Université de Bordeaux, 29-30 juin 2020, visioconférence.
- C. David, *Au-delà du Pacifique, la Caraïbe insulaire : Varier les sources d'inspiration pour l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, Séminaire SHS Interinstitutionnel, Institut de Recherche pour le Développement, 7 août 2019, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- S. Blaise, C. David, G. Prinsen, *Pour un réexamen du triptyque 'décolonisation, indépendance, souveraineté' au prisme de l'expérience néocalédonienne*, Pacific Islands Political Studies Association (PIPSA) Conference, Democracy, Sovereignty and Self-Determination in the Pacific Islands, Université de la Nouvelle-Calédonie, 25-27 juin 2019, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- C. David, *Rapport de synthèse*, Séminaire doctoral : Diplomatie territoriale, diplomatie territorialisée, coopération régionale, action extérieure. Quel cadre d'action pour les collectivités territoriales de l'espace Amazonie Caraïbe ?, Université des Antilles, 18 juin 2019, Schoelcher, Martinique.
- V. David, C. David, *Le monde est de plus en plus Stone...*, Séminaire COFECUB-CAPES IBIS : Le zonage de la biodiversité - Regards croisés entre représentations naturalistes et juridiques, Université des Antilles, 15 mars 2019, Schoelcher, Martinique.

- C. David, *Le référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018 en Nouvelle-Calédonie - Analyse d'un résultat (in)attendu et de ses conséquences*, Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales (LC2S), Université des Antilles, 6 décembre 2018, Schoelcher, Martinique.
- C. David, *The Constitutional Transition in New Caledonia: What's next?*, 25th World Congress of Political Science (IPSA), 21-25 juillet 2018, Brisbane, Australie.
- C. David, V. David, *Beyond Legal Pluralism, the hybridization of the norm : The case of the Loyalty Islands Province Environmental Code*, Codification and Creation of Community and Customary Laws in the South Pacific and Beyond, Australian National University, 26-27 juillet 2018, Canberra, Australie.
- C. David, *New Caledonia self-determination referendum: stakes and issues*, Department of Pacific Affairs, Australian National University, 14 juin 2018, Canberra, Australie.
- C. David, *The New Caledonian referendum*, *Café-Science Politique*, Center for European Studies (ANUCES), Australian National University, 12 juin 2018, Canberra, Australie.
- C. David, *Les outils institutionnels en société divisée - Contribution à la réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, in *Séminaire Interinstitutionnel en SHS en Nouvelle-Calédonie*, Institut de Recherche pour le Développement, 7 mars 2018, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- C. David, *L'identité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel - Digressions contextualisées*, in *L'identité et le droit*, sous la direction de C. Bidaud-Garon, Université de la Nouvelle-Calédonie, 3-4 novembre 2016, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- C. David, *Introducing the principle of non-regression and the rights of nature in the Loyalty Islands Province Environmental Code*, Communities acting for sustainability in the Pacific, University of Wollongong, 18 juillet 2016, Wollongong, Australie.
- C. David, *New Caledonia constitutional transition from Melanesian states recent experience*, in *Political change in Oceania : local, national and regional challenges*, Pacific Islands Political Science Association (PIPSA), 12-15 juillet 2016, Alofi, Niue.
- C. David, *Quels droits pour les déplacés environnementaux ?*, 4^{ème} sommet Océania 22, Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, 6 avril 2016, Bourail, Nouvelle-Calédonie.
- C. David, *L'émergence des droits des générations futures dans les jurisprudences constitutionnelles - Étude comparée*, in *Rencontre mondiale des juristes de droit de l'environnement dans le cadre de la COP 21, Side event off* » à la 21^{ème} Conférence des parties (COP21) sur les changements climatiques, École des hautes études en sciences sociales (EHESS), 5 décembre 2015, Paris.
- C. David, *Le destin commun en droit*, in *Le destin commun, qu'est-ce que ça veut dire ?*, Congrès de la Nouvelle-Calédonie, 23 septembre 2015, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

- C. David, *Populations autochtones et Déplacements environnementaux*, Changement climatique et Populations Autochtones, Université de la Nouvelle-Calédonie, 9 août 2015, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- C. David, *Changement climatique et déplacés environnementaux en Océanie*, 3^{ème} sommet Océania 21, Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, 29 avril 2015, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- C. David, *Droit de l'environnement et protection de la santé : un lien congénital*, Changement climatique et santé en Nouvelle-Calédonie, Université de la Nouvelle-Calédonie, 7 avril 2015, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- C. David, *Los desplazados climáticos en el Pacífico*, Congreso mundial de derecho, política y gestion de riesgos de desastres, Universidad Nacional del Litoral, 17-19 novembre 2014, Santa Fe, Argentine.
- C. David, *Changement climatique et Territoire : vers un cadre juridique protecteur pour les déplacés environnementaux du Pacifique ?*, in B. Rigo (dir.), *Les nouvelles relations des Océaniens à leur terre et à leur environnement : Appartenance versus propriété*, Université de la Nouvelle-Calédonie, 3-7 novembre 2014, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- C. David, *May 2014 elections in the self-determination context in New Caledonia*, Pacific Islands Political Science Association (PIPSA), Université de Polynésie française, 3-5 juin 2014, Papeete, Polynésie française.
- C. David, *The May 11, 2014 elections in New Caledonia – Stakes, results and perspectives*, University of Victoria, 2 mai 2014, Wellington, Nouvelle-Zélande.
- C. David, *The evolution of the political status of New Caledonia : 2014, a key year*, University of Waikato, 29 avril 2014, Hamilton, Nouvelle-Zélande.
- C. David, *The role of constitutional courts in determining the scope of the right to environment - A comparative approach*, 2013 IUCN Academy of Environmental Law Annual Colloquium, University of Waikato, 24-28 juin 2013, Hamilton, Nouvelle-Zélande.
- C. David, *Institutionnalisation de la coutume et processus législatif - Etude comparée dans le Pacifique Sud*, in *L'élaboration du socle commun et l'évolution des autorités et institutions coutumières*, Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie, 23-24 octobre 2012, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- C. David, *The status of New Caledonia in the French constitutional context*, in S. Firth (dir.), *France in the Pacific : an update*, Australian National University, 10 octobre 2012, Canberra, Australie.
- C. David, *Priority Preliminary Rulings on the issue of constitutionality and local statutes in New Caledonia : the strengthening of the rule of law*, Australian National University, 8 octobre 2012, Canberra, Australie.
- C. David, *Les institutions et autorités coutumières en Nouvelle-Calédonie*, in *Droit coutumier et pluralisme des ordres juridiques en Nouvelle-Calédonie*, Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie, 11 mars 2011, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

III – PARTICIPATION & RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES DANS DES PROGRAMMES DE RECHERCHE

◆ **Responsabilités scientifiques dans des programmes de recherche**

- ANR DEMETER (Déployer une Méthode Efficace, acceptable et opérationnelle de Traitement des sols pour réduire l'exposition vis-à-vis du chlordécone et de ses produits de dégradation), Responsable de la Tâche 3.3. Vers des outils de participation efficaces (2023-2026).
- Direction scientifique du projet stratégique du Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales (LC2S) – UMR n° 8053 dans le cadre du Labex CEBA (Centre d'Etude de la Biodiversité Amazonienne) pour la période 2021-2023. <http://www.labex-ceba.fr/>
- Coordination de l'axe Droit et Gouvernance et experte en droit de l'environnement dans le cadre de l'Expertise collégiale sur « Les ressources minérales profondes en Polynésie française », à la demande du Gouvernement de la Polynésie française et du représentant de l'Etat en Polynésie française, IRD, 2015. http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers16-04/010067046.pdf
- Coordination de l'axe juridique et participation au programme COGERON / Liteau III (MEEDDAT) : étude juridique sur la formalisation des usages coutumiers sur le littoral, IRD/UNC/IAC/IFREMER. et recherche (2008–2011). <http://cogeron.ird.nc/>
- Coordination de l'axe juridique et participation au projet « Guide méthodologique pour le suivi des impacts miniers en milieu lagunaire (GIMINI) », en collaboration avec IRD/IFREMER/IAC/UNC. Financement CNRT Nickel et son environnement. 2011. <http://www.cnrt.nc/gimini/>
- Coordination du projet dans le cadre de la convention liant le LARJE à la Province Sud de Nouvelle-Calédonie pour l'élaboration d'un Code de l'environnement de la collectivité (2008-2009). <https://www.province-sud.nc/element-thematique/code-lenvironnement>

◆ **Participation à des programmes de recherche**

- Participation au programme DEFIDEM « Les défis d'une participation accrue des citoyens au fonctionnement des institutions : entre développement d'une culture participative et démocratisation des démocraties », 2024-2028.
- Participation à l'axe « Gouvernance durable des afflux de sargasses » dans le cadre d'un programme ANR (CESAR « Coastal Environment under SARGassum crisis »), 2021-2023. Travail sur la question de la collaboration institutionnelle.
- Participation au projet de recherche POLIR « POLitiques et Institutions dans la Résilience des petites économies insulaires face au COVID », Université Paris-Saclay, 2020-2022.
- Participation au projet « Code de l'environnement de la province des Iles Loyauté (CEPIL) : Elaboration du Code de l'environnement de la province des Iles Loyauté de Nouvelle-Calédonie, en collaboration avec l'IRD (UMR – GRED), 2013-2016, puis 2017- 2023.

- Participation au projet « Droit et gouvernance des ressources naturelles à Vanuatu » (2013– 2015), dans le cadre de la convention de coopération entre la France, la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu et en collaboration avec l'IRD (UMR – GRED), l'Université de la Nouvelle- Calédonie, University of South Pacific et le VKS (Centre culturel du Vanuatu).

IV - DIRECTION SCIENTIFIQUE DE COLLOQUES

- Direction scientifique et organisation d'un cycle de conférences pluridisciplinaire sur la recherche scientifique sur les impacts du changement climatique en Nouvelle-Calédonie dans l'optique de la COP 21 (5 conférences thématiques), 2015.
- Codirection scientifique et co-organisation du colloque « Le développement durable en Océanie – Vers une éthique nouvelle ? », S. Blaise, V. David et C. David (dir.), Koné (Nouvelle-Calédonie), 24 au 26 mars 2013.
- Codirection scientifique et co-organisation du colloque « L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale – Eléments d'ici et d'ailleurs », Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 26-28 octobre 2009.
- Membre du comité scientifique du Vème Colloque International sur les plantes aromatiques et médicinales (CIPAM), 3-6 novembre 2008 à Nouméa.
- Codirection scientifique et co-organisation du colloque « Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie – Etat des lieux et perspectives », C. David, N. Meyer (dir.), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 6-8 novembre 2006.

V – ENCADREMENT DE LA RECHERCHE

◆ Participation à des jurys d'Habilitation à Diriger des Recherches

- Membre du jury, « *Régionalisme, régionalisation et coopération internationale dans l'espace Caraïbe* », soutenue par Karine Galy, sous la direction du Professeur Loïc Grard, le 8 janvier 2021, Université des Antilles.

◆ Directions et codirections de thèses

✓ *Thèses soutenues*

- Margot Uzan, *La responsabilité environnementale en Nouvelle-Calédonie*, Financement de la province Sud de Nouvelle-Calédonie. Co-direction avec le Professeur Clothilde Didier-Grare, Université Paris 5. Université de la Nouvelle-Calédonie. Thèse soutenue le 15 avril 2022.
- Sylvine Aupetit, *Le Droit, bouclier du patrimoine naturel calédonien ? Des leviers pour améliorer l'effectivité de dispositions environnementales en Nouvelle-Calédonie*, Financement de la province Sud de Nouvelle-Calédonie. Université de la Nouvelle-Calédonie. Thèse soutenue le 25 septembre 2020.
- Alexandre Abou, *Le pouvoir de contrôle dans les contrats de délégation de service public*. Co-Direction avec le Professeur Antoine Delblond, Université de Nantes. Université des Antilles. Année universitaire 2018-2019. Thèse soutenue le 13 mars 2020.

✓ **Thèses en cours**

- Anthony Tutugoro, *Penser la souveraineté - Stratégie(s) de reconquête(s) par le mouvement indépendantiste en Nouvelle Calédonie*, Financement de la province Nord de Nouvelle-Calédonie. En co-direction avec S. Al Wardi, MCF HDR en science politique. Université de la Polynésie française. Soutenance prévue le 12 mars 2024.
- Ornella Seigneury, *Du droit à l'environnement au droit au développement durable : contribution à l'étude du renouveau des droits fondamentaux*, Financement du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Aix-Marseille Université. Soutenance prévue le 2 avril 2024.
- Raymond Levert, *De la pratique du "coup de main" à la norme technique de construction. Quelle articulation entre la norme technique et la règle de droit ? Le cas des Antilles françaises*. Co-Direction avec le Professeur Antoine Delblond, Université de Nantes. Université des Antilles. Depuis Septembre 2018.
- Linda Coet, *Le concept d'autonomie politique des collectivités infra-étatiques. Etude par le prisme de la Caraïbe insulaire*, Université des Antilles, Depuis Octobre 2019.
- Stéphane Chapron, *L'encadrement juridique de la protection des littoraux – Etude comparée Martinique /Haïti*, Aix-Marseille Université, depuis octobre 2019.
- Camélia Gallonde, *La participation citoyenne au processus normatif, de la théorie à une pratique effective*, Aix-Marseille Université, depuis octobre 2020.
- Nelly Germain, *Le pouvoir réglementaire local à travers le prisme de l'outremer : Essai sur un nouveau conceptuel*, Université des Antilles, depuis octobre 2021.
- Matthieu Machevin, *Le contrôle des dérogations en droit de l'environnement*, Université de Nantes, Codirection avec M. le Professeur Romi, depuis novembre 2021 (30%).
- Aurore Sainte-Rose, *La fabrique du droit ultramarin par l'Etat ou les vicissitudes du principe d'identité législative. Etude à partir du cas des collectivités françaises d'Amérique*, Depuis décembre 2022. Aix-Marseille Université.

◆ **Participation à des jurys de thèses :**

- Rapporteur : *L'efficacité du droit des sociétés OHADA*, soutenue par Vanessa Yondo, sous la direction de M. Philippe Didier, le 19 décembre 2023, Université Paris Cité.
- Présidente du jury et Rapporteur : *La protection de la santé par le juge constitutionnel français, transposition faite aux Etats d'Afrique francophones - l'exemple de la Guinée, du Bénin et du Sénégal*, soutenue par Emmanuel Kourouma, sous la direction de Mme Guylène Nicolas, le 13 décembre 2022, Aix-Marseille Université.
- Rapporteur : *La préférence locale*, soutenue par Mathieu Carniama, sous la direction du Prof. Matthieu Maisonneuve, le 31 octobre 2022, Université de La Réunion.
- Membre du jury : *Les soins sans consentement*, soutenue par Randjy Chingan, sous la direction de M. Pierre-Yves Chicot, le 6 mai 2022, Université des Antilles.
- Membre du jury : *Gestion de l'eau potable et spécificité locale : quelle institution pour une gestion de l'eau équitable et durable en Guadeloupe*, soutenue par Gérard Cabrion, sous la direction de M. Pierre-Yves Chicot, le 23 octobre 2021, Université des Antilles.

- Membre du jury : *La monarchie marocaine et la révision constitutionnelle issue du référendum du 1er juillet 2011*, soutenue par Ismaël Eluassi, sous la direction de M. Raphaël Piastra, le 22 décembre 2020, Université d'Auvergne.
- Membre du jury : *La lutte contre le trafic de cocaïne dans la Caraïbe et en Afrique de l'Ouest, Un enjeu européen*, soutenue Par Jean-François Brun sous la direction du Prof. Justin Daniel le 25 juin 2019, Université des Antilles.
- Membre du jury : *Régularisation foncière de l'occupation sans titre de la propriété des personnes publiques dans les collectivités territoriales de l'article 73 de la Constitution*, soutenue Par Marguerite Palcy sous la direction du Prof. Antoine Delblond le 13 décembre 2019, Université des Antilles.
- Membre du jury et Rapporteur : *La prévention de la délinquance : une priorité de l'action publique – De l'exigence de sécurité à celle de sûreté*, soutenue par Benoit Coquelet sous la direction de Mme Florence Faberon le 17 décembre 2019, Université d'Auvergne.
- Membre du jury et Rapporteur : *Etude comparée du cadre juridique de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles au sein des systèmes de santé publique en Afrique de l'Ouest : les cas du Ghana et du Burkina Faso*, soutenue par Wendkouni Adelphe Ouedraogo sous la direction de Mme Guylène Nicolas le 31 janvier 2019, Aix-Marseille Université

VI-RAPPORTS & EXPERTISES

◆ Rapports

- **Note** au Président de la Collectivité Territoriale de Martinique sur **les pistes de réflexion pour une évolution statutaire de la Martinique à cadre constitutionnel constant**, 2023, 5 pages.
- **Rapport** au Président de la Collectivité Territoriale de Martinique sur **les scénarios d'évolution institutionnelle de la Martinique**, 2023, 26 pages.
- **Rapport** au Président de la Collectivité Territoriale de Martinique sur une **analyse comparative des articles 73 et 74 de la Constitution**, 2023, 20 pages.
- **Rapport** au Président de l'Assemblée de province des Iles Loyauté **pour la reconnaissance de droits à des entités naturelles en province des Iles Loyauté**, avec V. David, O. Postillon, S. Mitran, 2023, 56 pages.
- **Expertise sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie**, Haut-commissariat en Nouvelle-Calédonie, en collaboration avec le Cabinet Planète Publique, Avril à juin 2022.
- **Expertise pour la rédaction d'une réglementation sur la biosécurité à Wallis-et-Futuna**, Programme Océanien pour l'Environnement (PROE), Janvier à Avril 2022.
- **Rapport** au Président de l'Assemblée de province des Iles Loyauté **sur la réglementation sur les pollutions marines en province des Iles Loyauté en Nouvelle-Calédonie**, avec V. David, M. Uzan, S. Mitran, 2022, 73 pages.
- **Rapport** au Président de l'Assemblée de province des Iles Loyauté **sur le cadre juridique de la prévention des risques naturels en Nouvelle-Calédonie**, avec V. David, M. Uzan, S. Mitran, 2022, 58 pages.

- **Rapport** au Président de l'Assemblée de province des Iles Loyauté **sur l'évaluation environnementale en province des Iles Loyauté en Nouvelle-Calédonie**, avec V. David, S. Mitran, 2022, 81 pages.
- **Rapport** au Président de l'Assemblée de province des Iles Loyauté **sur la conciliation entre accès à la nature et respect des usages fonciers coutumiers**, avec V. David, S. Mitran, O. Postillon et P. Pigeon, 2020, 41 pages.
- **Rapport** au Président de l'Assemblée de province des Iles Loyauté **sur la protection des espaces naturels et des intérêts culturels associés dans le contexte de la province des Iles Loyauté en Nouvelle-Calédonie**, avec V. David, C. David, M. Uzan, O. Seigneury et M. Lapacas, 2018, 54 pages.
- **Rapport** au Président de l'Assemblée de province des Iles Loyauté **sur la gestion des ressources biologiques, génétiques et biochimiques en contexte insulaire et coutumier**, avec V. David, C. David, L. Briault et M. Cart-Lamy, 2017, 89 pages.
- **Rapport** au Président de l'Assemblée de province des Iles Loyauté **sur le cadre juridique de la compétence environnementale de la province des Iles Loyauté en Nouvelle-Calédonie**, 2014, 32 pages.
- **Rapport** au Président du Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa **sur la fusion des trois syndicats intercommunaux du Grand Nouméa**, 2009, 43 pages.
- **Rapport** aux Présidents des assemblées de province Nord et Sud **sur la récolte des ressources biologiques, biochimiques et génétiques en Province Sud et en Province Nord de Nouvelle-Calédonie**, avec N. Meyer, 2008, 123 pages.
- **Rapport** à M. le Maire de la commune du Mont-Dore **sur la propriété des déchets ménagers**, 2008, 17 pages.
- **Rapport** à M. le Maire de la commune du Mont-Dore **sur la conclusion des baux emphytéotiques par les communes de Nouvelle-Calédonie**, 2008, 27 pages.
- **Rapport** au Président de l'assemblée de la province Nord **sur une étude de faisabilité et la forme juridique pour la création d'une brigade d'éco-gardes en province Nord**, 2008, 36 pages.
- **Rapport** à Mme la Présidente du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie **sur le partage de la compétence environnementale en Nouvelle-Calédonie**, 2007, 54 pages.
- **Traduction** (Anglais/français) du guide des bonnes pratiques pour les mines et la biodiversité de l'ICMM, avec V. David, Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, 2007.
- **Rapport** à M. le Président du Syndicat du Grand Nouméa **sur le développement de l'intercommunalité en Nouvelle-Calédonie – Cadre juridique pour la mise en place d'une communauté d'agglomération**, 2007, 54 pages et **animation d'un séminaire** regroupant des cadres des communes du Grand Nouméa, de la Province Sud et de la Nouvelle-Calédonie.

◆ Auditions

- Audition à l'Assemblée Nationale, Délégation aux Outremer, Mission d'information sur L'avenir institutionnel des outre-mer, 23 octobre 2023

- Audition à l'Assemblée Nationale, Commission des affaires économiques , Commission d'enquête sur le coût de la vie dans les départements et régions d'Outre-mer, 1^{er} juin 2023.
- Audition au Sénat, Délégation aux outre-mer, Présentation de l'ouvrage « 75 ans de départementalisation outre-mer. Bilan et perspectives – De l'assimilation à la différenciation », 9 décembre 2021.
- Audition à la Direction Générale des outre-mers (DGOM), Ministère des outre-mers, Présentation de l'ouvrage « 75 ans de départementalisation outre-mer. Bilan et perspectives – De l'assimilation à la différenciation », 8 décembre 2021.

◆ INVITATION DANS DES UNIVERSITES ETRANGERES

- Invitation à l'Australian National University (Department of Pacific Affairs), Canberra, Australie, Juin 2018.
- Invitation à University of Waikato, Hamilton, Nouvelle-Zélande, Avril 2014.

PARTICIPATION A DES RESEAUX DE RECHERCHE

- Membre de l'Association des Juristes de Droit des Outre-Mers (AJDOM) <http://lajdom.fr/> depuis avril 2019
- Membre du Global Network for the study of Human Rights and the Environment (GNHRE) <http://gnhre.org/>, depuis 2018.
- Membre du Centre International de Droit Comparé de l'Environnement (CIDCE) <https://cidce.org/>, depuis 2016.
- Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel (AFDC) <http://afdc.fr/index.html>, depuis 2012.

ENSEIGNEMENTS (DEPUIS 2008)

I–ENSEIGNEMENTS EN MASTER 2

- *Droits fondamentaux comparé, 2023*
- *Sciences sociales et droit, 2023*
- Actions environnementales des collectivités locales, 2020-2023
- Relations internes des collectivités en contexte local, 2020
- Droit de l'environnement comparé, 2019-2020.
- Droits et Libertés Fondamentaux Comparés (Zone Amérique Caraïbe), 2018-2020
- Contentieux Constitutionnel Comparé, 2017
- Prospective du droit calédonien, 2016 - 2018
- Séminaires approfondis et Séminaires d'actualité (droit de l'environnement, droit constitutionnel), 2016 – 2018

II – ENSEIGNEMENTS MAGISTRAUX ET SEMINAIRES

- *Droit constitutionnel – La Cinquième République, L1, 2010 à 2014 ; depuis 2019*
- *Contentieux constitutionnel, L3, depuis 2021*
- Droit constitutionnel – Les principes fondamentaux, L1, 2009 à 2018, 2020-2023
- Droit constitutionnel des collectivités ultramarines, M1, 2020-2023
- Préparation à l'oral de droits et libertés fondamentaux, IEJ, 2020-2023
- Introduction au Système Juridique Calédonien, L1, 2015 et 2016
- Institutions Administratives Nationales, L1, 2009
- Relations Internationales, L1, 2009
- Droit Administratif Général, L2, 2019
- Introduction aux Grands Problèmes Contemporains, L2, 2011 à 2013
- Organisation Politique du Pacifique, L3, 2016 à 2018
- Droits et Libertés Fondamentaux, L3, 2009 à 2018
- Droit Administratif des Biens, L3, 2010
- Droit de l'Environnement et du Développement Durable, L3, 2012 à 2018
- Droit des collectivités territoriales, L3, 2019
- Institutions de la Nouvelle-Calédonie Approfondies, M1, 2015-2018
- Droit des collectivités de la Nouvelle-Calédonie, M1, 2015-2016

III – TRAVAUX DIRIGES

- Méthodologie Juridique, L1, 2012 à 2014 et 2018
- Droit Administratif Général, L2, 2010
- Droits et Libertés Fondamentaux, L3, 2009 à 2012 et 2015 à 2019
- Droit de la Fonction Publique, L3, 2009 à 2011
- Droit de l'Environnement et du Développement Durable, L3, 2012
- Organisation Politique de la Nouvelle-Calédonie, L3, 2012
- Droit des Collectivités de la Nouvelle-Calédonie, M1, 2015 à 2016
- Préparation aux oraux de concours, M2, 2016 à 2018
- Droit constitutionnel des collectivités ultramarines, M1, 2020

IV – FORMATION PROFESSIONNELLE

- Droit de la Fonction Publique de la Nouvelle-Calédonie, Institut de Formation en Administration Publique de Nouvelle-Calédonie, 2008 à 2015

- Organisation Politique de la Nouvelle-Calédonie, Institut de Formation en Administration Publique de Nouvelle-Calédonie, 2008 à 2016
- Légistique, Institut de Formation en Administration Publique de Nouvelle-Calédonie, 2012 à 2016
- Les Fondamentaux de l'Action Administrative, Institut de Formation en Administration Publique de Nouvelle-Calédonie, 2008 à 2013

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

I - RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

◆ Responsabilités administratives

✓ *Dans l'établissement d'accueil*

- Membre élue de la Commission Recherche. – Pôle Martinique de l'Université des Antilles. 2021-2023.
- Membre élue du Conseil Académique - Université des Antilles. 2021-2023.
- Membre élue du Conseil de faculté – Faculté de droit et d'économie du pôle Martinique de l'Université des Antilles. 2019-2023.
- Présidente de la Commission pédagogique du master de droit public – Faculté de droit et d'économie du pôle Martinique de l'Université des Antilles. 2020-2023.
- Présidente de la Commission pédagogique de la licence de droit – Faculté de droit et d'économie du pôle Martinique de l'Université des Antilles. 2019-2023.
- Membre nommée du Conseil de laboratoire - UMR LC2S. De 2018 à 2022.
- Responsable de l'animation doctorale, UMR LC2S (60 doctorants en Sciences Humaines et Sociales). De 2019 à 2022.
- Membre élue du Conseil d'administration, Université de la Nouvelle-Calédonie. De 2013 à 2017.
- Directrice adjointe du Département Droit Economie Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie. De 2016 à 2017.

✓ *En dehors de l'établissement d'accueil*

- Déontologue auprès du Centre de gestion de la Martinique, 2021-2023.
- Membre élue du Conseil d'administration de l'Observatoire international du bonheur, depuis septembre 2018.
- Membre suppléante du Conseil national des Universités, section 02, collègues des Maitres de conférences, 2017-2018, démission suite à la promotion PR.
- Membre du comité directeur de la Pacific Islands Political Studies Association, de 2014 à 2018.

II - RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- Présidente du jury CRFPA de Martinique, de 2020 à 2022.
- Responsable pédagogique de la licence de droit, Université des Antilles (Pôle Martinique), 2019-2021
- Directrice des Etudes Parcoursup Licence de Droit, Université des Antilles (Pôle Martinique), 2019-2021
- Référente pédagogique Parcours Oui Si – Licence en 4 ans, Licence de Droit, Université des Antilles (Pôle Martinique), 2019-2021
- Directrice du Master de Droit, mention « Droit et Management dans l'environnement calédonien », Université de la Nouvelle-Calédonie, 2015-2017
- Responsable pédagogique de la licence de droit de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, 2010-2014
- Responsable de la coordination de l'enseignement des langues au Département Droit Economie Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, 2008-2010

III - RESPONSABILITES EDITORIALES

- Directrice de la rédaction de la Revue Juridique du Bonheur (revue en ligne) ; 1^{er} numéro paru en mars 2019 (<http://www.oib-france.com/revue-juridique-du-bonheur/>), parution annuelle.
- Membre du comité scientifique de la Revue Small States and Territories Journal (<https://www.um.edu.mt/sst>), 2021-2024.
- Membre du comité de lecture de la Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie (www.rjpenc.nc), depuis sa création en 2003.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE ANTERIEURE A LA MAITRISE DE CONFERENCES

- Juriste libérale, formation, conseils, études et recherches, rédaction de notes de synthèse et d'écritures contentieuses en droit administratif (actes unilatéraux, marchés publics, fonction publique...), droit de l'environnement, droit minier. De Juillet 2002 à Décembre 2003 et de Février 2006 à Septembre 2008.
- Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche en droit public à l'Université de la Nouvelle-Calédonie. De Février 2004 à Janvier 2006.
- Chargée des affaires juridiques et du contentieux au Congrès de la Nouvelle-Calédonie : Interprétation de la loi organique, notes de vulgarisation à l'attention des élus, contentieux, veille juridique, rédaction de propositions de loi du pays ou de délibération. De Mai 2000 à Juin 2002.
- Juriste à mi-temps au cabinet d'avocat de Maître J.-F. Eschylle - Nouméa. : Conseil et contentieux en droit du travail et droit administratif. De Septembre 1999 à Avril 2000.

- Juriste à mi-temps au Cabinet d'avocat de Maître P. O'Connor – Nouméa : Conseil et contentieux en droit du travail et droit administratif. De Janvier à Août 1999.
- Juriste généraliste en droit public à l'Institut de recherche pour le développement (I.R.D. – ex ORSTOM), Paris : Chargée de la veille juridique et de la rédaction de notes de synthèse en droit de la fonction publique, de l'application du droit de la fonction publique et du droit du travail, en particulier dans les TOM et à l'étranger, et du règlement de questions juridiques diverses (patrimoine de l'Etat, douanes...). De Mai 1997 à Novembre 1998.